

FÉDÉRATION FO PUBLIC ET SANTÉ

FO dit stop aux restructurations et fermetures de service dans les hôpitaux publics!

Une mère a accouché dans sa voiture entre Figeac et Brive le 19 octobre dernier sur l'autoroute A20. Son bébé est décédé faute de soins. La maternité était située à plus d'une heure de chez elle.

Il s'agit d'un drame épouvantable qui met en lumière les conséquences désastreuses de 15 années de politiques de fermeture des services de courts séjours (médecine, chirurgie et obstétrique) dits de proximité.

Dans le Lot, depuis 2009, les maternités de Saint-Céré, Gourdon et Figeac ont fermé. Dans la même période une dizaine de naissances par an est enregistrée dans les ambulances des pompiers.

Cela fait plus de 15 ans qu'est menée au nom de la «sécurité des patients» une politique de fermeture des maternités, en Midi-Pyrénées, comme dans la plupart des autres régions.

Cet été, dans un rapport dressant un bilan sur les fusions et regroupements hospitaliers au cours des 15 dernières années, l'IGAS rappelait que la politique des pouvoirs publics a porté «davantage sur les fermetures ou conversions d'activités. (...) le nombre de maternités est passé de 1.369 sites en 1975 à 554 en 2008. Au total, de 1995 à 2005, il y a eu près de 1.200 recompositions hospitalières.

(...) 83.000 lits d'hospitalisation complète sont supprimés entre 1992 et 2003, avec une baisse beaucoup plus importante de lits dans le secteur public».

Les plans régionaux de santé (PRS) et les schémas régionaux d'organisation des soins (SROS) décident ces restructurations. Elles répondent essentiellement à une logique comptable et budgétaire et ignorent les besoins de la population. Il ne faut pas mieux soigner, mais soigner moins cher!

FO dénonce de manière permanente cette orientation qui réduit l'accès aux soins et remet en cause la sécurité sanitaire de nos concitoyens.

Ce drame illustre les conséquences des politiques d'austérité appliquées aux établissements dans le cadre de la réduction des dépenses publiques.

Il signe également l'échec de la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST) qui a accentué la déstructuration du système de soins et réduit considérablement la place du service public hospitalier.

C'est pourquoi FO demande la réouverture des services qui ont été fermés (maternités, urgences, et chirurgie notamment), afin de répondre réellement aux besoins de la population et de garantir, sur l'ensemble du territoire national, une égalité d'accès aux soins.

Maintenir la place de l'hôpital public nécessite un coup d'arrêt à la réduction de l'offre de soins publique et à la mise en oeuvre des PRS et SROS et un abandon de la loi HPST.

Pour FO, l'attribution aux établissements hospitaliers des moyens matériels et humains nécessaires à leurs

missions s'impose. Nous continuerons de le revendiquer et le défendre auprès de la Ministre.

Communiqué du 22/10/2012